



20-04-2021 00:00

libération.fr _ Bon élève : À Montpellier, Michaël Delafosse impose ses marques à la mairie

Article réservé aux abonnés

L'édile socialiste, élu en juin 2020, occupe le terrain sur les questions de la sécurité et de la laïcité qui divisent d'ordinaire la gauche. Quitte à froisser son camp.



Sa récente proximité avec le chef de l'Etat alimente les bruits autour des ambitions de Michaël Delafosse. Certains le disent ministrable en 2022. (Guillaume Horcajuelo/AFP)

par Victor Boiteau

publié le 20 avril 2021 à 18h49

L'enchaînement des évènements est parlant. Lundi, alors qu'Emmanuel Macron est en visite dans un commissariat de Montpellier, et réclame «*plus de bleu sur le terrain*», un homme s'écroule dans une rue du centre-ville, touché par des tirs d'arme à feu. Le chef de l'Etat est aux côtés du maire (PS), Michaël Delafosse. Les deux hommes sont nés la même année, en 1977. Dans la capitale héraultaise, ils affichent leurs bonnes relations. Le thème du jour, il est vrai, les rapproche. Avec une interview au *Figaro* et un déplacement dans l'Hérault, le chef de l'Etat lance ce jour-là son offensive sur la sécurité. Le choix de Montpellier tient-il du hasard ? Non.

Elu en juin 2020 à l'issue d'une campagne municipale décrite par les observateurs comme complètement «*folle*», Michaël Delafosse, un professeur d'histoire-géographie de 44 ans, a très rapidement fait de la sécurité l'une de ses priorités. Quatre mois après son élection, une fusillade éclate au pied de la tour d'Assas, dans le quartier populaire de la Mosson. Un épisode de plus dans la litanie des affrontements entre trafiquants. En campagne, il avait lancé une «*déclaration de guerre à la drogue*». Et déroulé son plan concernant la sécurité : création d'une police des transports et d'une brigade du logement social, recours à la vidéosurveillance, lancement d'une police de proximité...

«Le chemin sera long, très long»

Sur le thème de la sécurité, le socialiste affiche sa rupture avec ses prédécesseurs. «*Les maires précédents ne se sont pas occupés de sujet*», appuie Patrick Vignal, député LREM de l'Hérault et ancien du PS. Le maire socialiste, ancien adjoint à la Culture, puis à l'Urbanisme de l'ex-maire socialiste Hélène Mandroux, n'attend pas tout de l'Etat. «*Le discours qui consistait à dire : "la sécurité, ce n'est pas moi, c'est l'Etat" a été dramatique pour Montpellier*», expliquait-il lundi dans les colonnes de *Midi Libre*. Depuis son arrivée dans la cité héraultaise, l'édile défend son idée de «*continuum de la sécurité*», matérialisée par la signature d'une convention entre la Ville et l'Etat, en mars dernier. «*Dans le domaine de la sécurité publique, Montpellier s'était engagée ces dernières années sur une mauvaise pente*», regrettait-il alors, avant d'ajouter : «*La signature de cette convention confirme que dans la septième ville de France, la sécurité est bien considérée comme un enjeu prioritaire...*»

S'il investit le thème de la sécurité, le socialiste ne délaisse pas les marqueurs traditionnels de la gauche. Les deux seraient liés, selon lui. Pour cet apparatus du Parti socialiste, engagé à 16 ans au Mouvement des jeunes socialistes (MJS), la sécurité, la mixité et la laïcité ne font qu'un. Dimanche, à la Mosson, une habitante du quartier interpelle Emmanuel Macron : *«J'ai mon fils de huit ans qui m'a demandé si le prénom Pierre existait vraiment ou si ce n'est que dans les livres»*, lui dit-elle. *«Cette mère de famille sait que nous n'allons pas régler le problème du jour au lendemain, répond le maire avec du recul dans Midi libre. Mais pour que la mixité existe, il faut vivre en sécurité dans un quartier. Le chemin sera long, très long. Mais c'est possible.»*

«Dérive vallsiste»

Delafosse sait de quoi il parle. *«Il est prof, il a vu dans ses classes que la mixité fonctionne»*, acquiesce Arnaud Julien, le patron Les Républicains du département qui le connaît depuis une vingtaine d'années. Passé par l'UNEF, le Montpelliérain a enseigné en région parisienne avant de revenir dans sa ville. Il enseigne encore aujourd'hui au collège Fontcarrade. Dans ses cours, il aborde Voltaire, la tolérance, les Lumières. A *Libé*, il disait en novembre dernier : *«En prenant le temps, on fait les choses comme il faut.»* Ses opposants dénoncent, eux, des *«postures.»* *«On est dans une dérive vallsiste»*, tacle Alenka Doulain, conseillère municipale d'opposition et ancienne candidate aux municipales de la liste *«Nous sommes»*, soutenue par les insoumis : *«La non-mixité a été organisée dans ces quartiers. C'est l'héritage de la gestion clientéliste et communautaire de [Georges] Frêche [maire de la ville de 1977 à 2004, ndlr].»*

Aux *«ambiguïtés»* prétendues des Verts reprochées par la maire de Paris sur la laïcité, le maire de Montpellier oppose sa *«Charte de la laïcité»*, mise en place en 2020. Toute association bénéficiant de subventions publiques devra y souscrire. L'idée a été reprise par le gouvernement dans son projet de loi *«confortant les principes de la République»*. *«Du chantage à la subvention»*, dénonce Doulain, qui ne voit pas l'intérêt d'une telle charte. Au sein de l'Association des maires de France (AMF) de François Baroin, Delafosse anime un groupe de travail sur la laïcité, avec le maire LR de Chalon-sur-Saône Gilles Platret, pourfendeur des *«menus de substitution»* dans les cantines lorsque du porc est à la carte. *«Il a toujours été intransigeant sur la laïcité. Il met ses convictions en pratique et, contrairement à certains élus locaux, ne transige pas»*, appuie Arnaud Julien.

Sa récente proximité avec le chef de l'Etat, et alors que l'exécutif connaît des carences sur son flanc gauche, alimente les bruits autour des ambitions du socialiste. Certains le

disent ministrable en 2022. *«Ce serait une belle prise de guerre, un mec jeune, élu local, de gauche»*, soutient un élu du coin. D'autres, à gauche, rappellent qu'il participe au réseau «Idées en commun» lancé par la maire de Paris Anne Hidalgo pour l'aider dans ses ambitions présidentielles. Pour l'instant, Delafosse jure qu'il restera fidèle à sa ville : *«Les Montpellierains m'ont élu maire jusqu'en 2026 et je le serai jusque-là.»*

Lien vers l'article

Document non transmis par Aday
et n'engageant pas sa responsabilité